

L'ennemi intérieur et la violence extrême : l'URSS stalinienne et la Chine maoïste. Partie 1

Roland LEW

Parmi les nombreuses énigmes que pose le socialisme réel, l'une d'entre elles reste particulièrement troublante, sans explication assurée, malgré une abondante littérature et des gloses multiples : la capacité du socialisme réel à atteindre des sommets de violence, concentrés sur certaines périodes, tout particulièrement dans le milieu des années 1930 en URSS, ou durant la Révolution culturelle dans la Chine maoïste [1]. Dans les phases paroxystiques de violence, l'ennemi du point de vue du régime se situe certes à l'extérieur du pays ; plus encore, plus essentiellement, il est représenté par l'ennemi intérieur, incarné par des parties du corps social. L'intérieur prolonge le danger venu du dehors ; il possède aussi sa propre existence en relation avec la vie, les problèmes non explicités, irrésolus, mal définis, logés dans la nation et le nouveau régime. Cette menace représentée sous la forme d'un ennemi à saisir et à abattre est, à cet égard, plus fluctuante, plus arbitraire. Ce combat contre « l'ennemi intérieur » est révélateur des problèmes surgis à des moments particuliers de l'existence d'un nouveau régime qui doit faire face à sa société et aux tâches parfois hors du commun qu'il se donne et impose à sa nation. La situation géopolitique du pays, sa situation compliquée sur la scène internationale, peuvent certes éclairer l'apparition et l'importance de la figure de l'ennemi intérieur, beaucoup moins cependant que les problèmes internes. Mon propos ici concerne ce qui relie violence, terreur et identification, désignation de l'ennemi intérieur. Ce qui marque, en quelque sorte, l'autonomie du mouvement intérieur.

Le cadre de la discussion

De quel côté faut-il donc chercher l'explication d'une violence qui semble par son extrémisme se dérober à toute explication commune, et même se placer en dehors d'une continuité historique ? [2]

Pourquoi, dans ce contexte, le fait de trouver, désigner, nommer un (des) ennemi(s) intérieur(s) a-t-il une telle importance, devient-il un enjeu si essentiel qui mobilise les énergies du régime et des secteurs de la population ? Quel est le lien entre la désignation d'un ennemi intérieur et le déchaînement de violence ? Comment rendre compte des sommets de violence ?

Le propre de l'ennemi intérieur, dans l'Union soviétique et de façon plus générale dans le socialisme réel, c'est d'être « quelque chose » ou quelqu'un (individu, groupe) à « saisir », écarter, parfois à éliminer comme danger apparemment concret, agissant ici et maintenant, dans l'urgence. Pourtant cet « ennemi » est largement insaisissable, obscur, mal sinon carrément indéfini. Ce flou, ce brouillage introduit dans la vie courante du socialisme réel un élément important d'arbitraire dépendant de l'appréciation ou de l'appréhension du pouvoir. Des catégories du monde social se métamorphosent en des cibles obscures, imprécises, désignées un jour, abandonnées le lendemain ou stigmatisées pour longtemps. Ces ennemis ne forment qu'une petite minorité - souvent chiffrée dans le cas du communisme chinois, pour ne pas déborder au-delà de certaines limites fixées ou acceptées par le PCC. Ce n'est pas pour autant une minorité nettement circonscrite : un ennemi, un hors monde vivant dans le monde intérieur, qui délimite clairement l'ennemi du peuple, le radicalement étranger, comme c'est le cas du juif pour les nazis. Il y a quelque chose de beaucoup plus fluctuant, d'incertain dans la désignation de l'ennemi par le régime « socialiste ». Il s'agit d'une figure sans visage ; ou alors le visage est tracé, sculpté par le pouvoir, construit donc par ce dernier. Ce qui est visé concerne les craintes, renvoie à l'instabilité du régime, à ce qui est innommé voire innommable chez et par lui, à ce qu'il fait et ne peut reconnaître. C'est alors tout le refoulé du régime, d'un monde social, et des rapports complexes et tourmentés entre les deux qui fait surface. Des figures de l'irrationnel prédominent, dans « l'oubli », l'impensé, l'impensable, des catégories matérialistes et rationalistes dont se revendiquent les maîtres du pouvoir, dans l'héritage marxiste (et derrière lui des Lumières) et dans la volonté modernisatrice qui les animent.

Le meilleur exemple de cette situation peut se trouver dans le « statut de classe » imposé par le parti communiste chinois, d'abord au monde paysan dans le cadre de la réforme agraire de 1950 ; il est généralisé aux villes dans les années 1950. Il s'agissait au départ de fixer pour chacun son statut de classe (propriétaire foncier, paysan riche, pauvre, moyen, moyen-pauvre, etc.). Les catégories à l'origine ne sont pas sans rapport avec une réalité sociale plus ou moins effective, mais qui est déjà imprégnée d'objectifs politiques. Ainsi dans les villages où il n'y avait plus de propriétaires fonciers (en fuite, ou disparus depuis longtemps), des paysans riches ont été classés comme propriétaires fonciers. Et s'il le fallait (par manque de paysans riches, ou parce que ceux-ci avaient trouvé l'une ou l'autre échappatoire), même un paysan moyen pouvait être placé dans cette catégorie soumise à la répression. Il pouvait d'ailleurs s'agir, entre autres, de règlements de compte

interne au village plutôt que d'une désignation imposée par des cadres communistes venus de l'extérieur.

Au fur et à mesure que le système du « statut de classe » [3] se répand sur l'ensemble du pays, il devient de plus en plus arbitraire. Il combine d'ailleurs classification sociale (ouvriers, paysans pauvres, etc.) et classification politique (contre-révolutionnaire, fils de martyrs de la révolution, etc.). Plus décisif encore, les catégories deviennent héréditaires, ce qui n'était pas prévu au point de départ ; elles impriment un stigmate indélébile se communiquant du père aux enfants (surtout aux fils), ou un privilège transmissible (le fils d'un héros devenant en quelque sorte un héros, comme s'il s'agissait d'un titre de noblesse) [4]. Assez tôt, vers 1956, des dirigeants communistes ont pris conscience de l'incongruité de cette construction, de son incompatibilité avec le discours marxiste, ou avec une vision moderne du fonctionnement de la société ; sentant trop son « ancien régime ». Le système du « statut de classe » va cependant persister jusqu'après la mort de Mao, et ne sera aboli, presque d'un seul coup, qu'au début de la période réformiste animée par Deng Xiaoping (en 1978-1979). Le socialisme réel chinois a érigé un système *ad hoc* qui l'autorise à décider arbitrairement (selon les tendances, penchants politiques ou les craintes des maîtres du parti, ou leurs intérêts plus ou moins avouables) quels sont les adversaires, les ennemis, ceux qui sont moins dangereux, ceux qui le sont gravement, qui doit être ménagé, voire devenir un allié. Cet allié peut, au demeurant, se muer en peu de temps en un ennemi, comme ce fut le cas avec les intellectuels en 1957, à l'époque des « Cent fleurs ». D'abord cajolés par Mao, ils sont sévèrement réprimés, dénoncés comme « droitiers » quelques mois plus tard, pour nombre d'entre eux qui s'étaient permis d'émettre des critiques contre le régime.

Le lien est ici établi entre l'organisation du régime, sa réorganisation de la société et l'insistance qu'il met à tracer, à débusquer la figure (éventuellement changeante) de l'ennemi intérieur : de l'ennemi par excellence. Ce statut entretient une fonction d'occultation des enjeux, choix, contradictions du régime et, en particulier, de son chef Mao - celui-ci pratiquant de plus en plus une politique erratique, souvent opaque même pour ses proches. L'ennemi tend à devenir, plus classiquement, un bouc émissaire. Il s'ensuit un processus d'exclusion et d'excommunication politique et, par contre coup, sociale. Cette exclusion, ou cette inclusion (pour les privilégiés), possède aussi la fonction, au demeurant bien banale mais essentielle, de remodeler la structure distributive des avoirs : de fixer la perte de privilèges ou d'établir de nouveaux privilégiés dans un univers de rareté (et même

de pauvreté pour la plus grande partie de la population). D'un arbitraire politique sort ainsi une reconstruction sociale qui assure au régime une base sociale, des appuis et désigne des réprouvés : des hommes et des femmes situés à l'intérieur mais aussi considérés comme l'extérieur de l'intérieur [5]. Une certaine raison économique, le matérialisme des intérêts sociaux et de la gestion de la rareté, retrouvent leurs droits dans ce qui paraît dominé par la raison politique, parfois par la déraison du régime, ou de son chef suprême. Comment apporter un peu de lumière sur le lien entre violence et ennemi intérieur ? Comment introduire l'indispensable sobriété ? La raison face à la déraison ; la raison critique face aux raisons, aux « motivations » cachées. A la vision politico-idéologique, ou philosophique (à la H. Arendt), souvent trop générale et facilement détachée du contexte, prenant bien des libertés avec lui ou avec la rigueur, quelquefois le côté pédestre des faits, on opposera ici résolument les apports de l'histoire sociale et politique, le mouvement interne de sociétés en crise dans des moments particuliers. Même s'il est de bon ton de nos jours de renvoyer la théorie du totalitarisme et l'histoire sociale, comme à deux erreurs symétriques dans la compréhension du socialisme réel, victimes de leurs deux visions unilatérales, trop étroites. C'est là une façon commode de perpétuer la théorie du totalitarisme, tout en reconnaissant ses failles considérables ; de ne pas admettre que c'est justement les avancées de l'histoire sociale qui ont d'abord mis en évidence ces failles, avant que l'histoire « en grand », en acte, celle de la décomposition du socialisme réel, ne réfute plusieurs des points essentiels de l'argumentaire totalitaire.

Il s'agit ainsi de revenir sur des pistes de recherche qui mettent en relation présence, pesanteur du passé et situation nouvelle, issue d'un contexte plus moderne, donc un mélange d'archaïsme et de modernité difficile à démêler par le chercheur, et certainement très difficile à gérer par le pouvoir communiste. C'est tout particulièrement dans le domaine de l'histoire russe et soviétique que cette piste a été explorée, à vrai dire assez tardivement (dans les années 1960), pour ce qui concerne la période soviétique, dans les travaux de Moshé Lewin [6], et dans l'école de l'histoire sociale de l'URSS [7] ; ou encore chez Sheila Fitzpatrick et bien d'autres. Cette école était en opposition ouverte au courant d'analyse du totalitarisme (Shapiro, Conquest, etc.) qui lui a manifesté à son tour vigoureusement son hostilité. C'est en étudiant le lien entre les traditions du monde populaire, pour l'essentiel paysan, (folklore, religiosité, démonologie, valeurs propres, « économie morale »...), l'imprégnation dans le système politique ancien de ces traditions (le mode de domination du pouvoir tsariste) et

les tâches très particulières du nouveau pouvoir socialiste, que l'on peut proposer une explication, au moins partielle, mais pas partielle pour autant, de cette « irrationalité rationalisée » qui caractérise la démesure de la violence dans le socialisme réel soviétique et chinois.

Sans conteste, il s'agit de réintroduire une dimension plus commune, plus banale dans une histoire à vrai dire peu banale, qui devient une histoire à la fois plus matérialiste (celle de bataille sociale, et d'intérêts sociaux complexes, de survie au milieu de la rareté, de justification plus ou moins consciente), plus complexe, et aussi plus sensible à un substrat anthropologique, celui des valeurs véhiculées, travaillées et retravaillées par et dans l'histoire. Avant de se lancer dans de vastes considérations « célestes », d'une grande généralité pour expliquer une certaine « exceptionnalité » [8], il y a d'abord à revenir sur la rude terre, sur le champ social, sur des situations précises dans des moments précis. Ce n'est qu'en situant ce qui résiste à ces recherches, à cette explication, que l'on peut définir le hors-norme d'une période. Car il y a, à n'en pas douter, des traits originaux appartenant au XXe siècle, en premier lieu dans les formes de la violence [9].

C'est dans cette démarche que le débat historique sur le totalitarisme peut trouver sa pertinence. En effet, la discussion sur le totalitarisme, pris dans son extension la plus large, ses tournants, dans tout son argumentaire, depuis ses origines au milieu des années 1920 - quand Mussolini arrivé au pouvoir revendiqua, vers 1925, de façon positive la notion de l'Etat totalitaire - peut prendre son sens et sa force explicative. Cela concerne les éléments de discontinuité apportés par l'ère moderne, et les dangers longtemps insoupçonnés véhiculés par cette modernité.

De ce point de vue, la montée du fascisme et de l'hitlérisme décrit comme sa tendance extrême, d'un côté, du bolchevisme dans sa dimension stalinienne, de l'autre, ont nourri de vastes réflexions sur les effets de la modernité, qui chez certains penseurs (dans l'ultra-gauche marxiste, dans l'école de Francfort, notamment) ne se séparaient pas de considérations sur les conséquences du déploiement du capitalisme, voire de la rationalité et des projets issus des Lumières. Le débat sur le totalitarisme fut mené dès les années 1930 dans un vaste éventail intellectuel qui s'étendait de l'extrême droite à (plus fréquemment) l'extrême gauche antistalinienne [10], avant que le débat ne se focalise sur l'URSS et les pays de l'Est, s'idéologise et s'identifie à des enjeux politiques (ceux de la guerre froide et des camps en présence), malgré les prétentions à la scientificité [11].

L'ennemi intérieur : l'URSS en crise [12]

Voyons brièvement, pour ce qui est de la Russie soviétique (l'URSS à partir de 1923), les figures les plus courantes de l'ennemi intérieur. Pendant la période révolutionnaire et la guerre civile, le terme le plus souvent employé est celui de « contre-révolutionnaire ». Celui de « blanc » apparaît également, dans la propagande et dans la correspondance privée ; on peut lire aussi le terme de « bourgeois ». Ces termes sont utilisés par des personnes engagées dans la bataille, dans l'action militante : c'est le régime nouveau qui désigne ses ennemis effectifs et ceux qu'il assimile à ses ennemis. Il fait ainsi de toute opposition une partie intégrante d'un ensemble de plus en plus indifférencié qui réunit des ennemis décidés à l'abattre (les « blancs ») et des critiques et opposants au nouveau pouvoir autoritaire du bolchevisme (le menchevisme, les courants anarchistes à sa gauche, etc.). Il en découle un amalgame entre ce qui arrive effectivement sous une forme menaçante de l'extérieur (l'intervention de troupes étrangères) et de l'intérieur (la contre-révolution sociale armée des blancs) et ceux qui s'opposent de l'intérieur à la menace engendrée par la politique du parti communiste et par sa dictature révolutionnaire et minoritaire. Le bolchevisme isolé, sans alliés après le départ du gouvernement des socialistes révolutionnaires de gauche, à la suite de la signature de l'accord de Brest-Litovsk avec le gouvernement allemand, se comporte comme une citadelle assiégée qu'il faut défendre à tout prix. Le bolchevisme, qui n'était qu'une organisation politique parmi d'autres en 1917, et avant 1917, dans la galaxie complexe de l'opposition au tsarisme - et même un courant parmi les courants du socialisme et du marxisme russe - en vient rapidement, dans la logique de la guerre civile, à une vision du « eux » contre « nous ».

Après la guerre civile, on parle plutôt de « contre révolutionnaires » ou, s'il s'agit de l'ennemi extérieur, de la « bourgeoisie internationale ». Il s'agit d'une terminologie officielle ou militante - il n'y a guère d'imagerie populaire d'un ennemi quelconque, jusqu'à la fin des années 1920. C'est le régime qui propose ou impose sa vision, sans véritable relais par en bas. Avec l'affaire de Chakhty (1928), procès monté par le pouvoir et qui vise des spécialistes - l'intelligentsia technique - formés par l'ancien régime et travaillant pour le nouveau pouvoir, sans pour autant adhérer au parti bolchevik, apparaît la figure du « saboteur ». La propagande menée contre ce milieu trouve un écho favorable parmi les ouvriers, avant tout chez les plus jeunes. [13] Les procès de Chakhty, du « Parti Industriel » et des employés de Metr-Vickers sont destinés à prouver que les

« saboteurs » seraient à la solde de l'étranger. Ces offensives s'attaquent à une minorité privilégiée ; doublement privilégiée, car elle est formée dans l'ancien régime tsariste, et elle est fortement avantagée (matériellement) par le nouveau système. C'est en tant que représentant des anciennes couches privilégiées de la Russie, éduquées à la fin du tsarisme, qu'ils sont l'objet de l'hostilité spontanée du monde ouvrier qui rejette leur pouvoir et leurs privilèges [14], ressentis comme incompatibles avec les poussées et les attentes égalitaristes fortement présentes durant les révolutions de 1917, mais venues d'un lointain passé [15]. Des clivages dans le parti communiste se font jour quant au traitement et à la protection à accorder à cette intelligentsia technique. Des hauts dirigeants, de Lénine à Boukharine et à Rykov, Premier ministre après la mort de Lénine, protègent ce groupe social considéré comme indispensable aux tâches modernisatrices du régime (y compris dans sa vision « socialiste »), même si leur soutien a été à l'éclipse, n'hésitant pas à s'attaquer à leurs... protégés [16]. Ceci induit des réactions de prudence de la part de l'expertise technique qui souvent refuse de prendre des initiatives et fuit les responsabilités [17]. La gestion de l'économie est ainsi rendue plus difficile. Le pouvoir est alors tenté de faire émerger une nouvelle expertise « rouge ». Staline s'appuiera sur les sentiments d'hostilité populaire à leur égard, à la fois pour favoriser son pouvoir (plutôt politico-bureaucratique que techno-managérial), pour trouver des appuis dans le peuple et parmi les nouveaux cadres qui en sont issus, et préparer l'ascension de la nouvelle élite formée et contrôlée par le régime soviétique. Mais dans le groupe stalinien, qui domine seul le pouvoir au début des années 1930, le clivage se reproduit, entre ceux qui défendent l'expertise technobureaucratique, son autonomie de fonctionnement perçue comme indispensable au succès des plans quinquennaux et aux objectifs d'industrialisation rapide du pays - surtout Ordjonikidze, le patron de l'industrie lourde dès 1930, pourtant perçu comme proche de Staline, et qui fut d'ailleurs l'épurateur de l'intelligentsia technique quand il était, dans les années 1920, à la tête de la Commission de contrôle [18] ; et ceux - Staline en tête - qui s'efforcent de créer une expertise rouge, extraite du monde populaire (ouvrier et paysan) et enrégimentée dans le PC [19].

Derrière un sourd affrontement que Staline, maître de plus en plus incontesté du pays et du parti, gagne au milieu des années 1930, se manifeste une lutte sociale, pour ne pas dire une lutte de classes, avec comme enjeu la nature de la nouvelle élite dominante et donc la nature du régime [20]. Staline réussit à imposer sa volonté et à constituer la nouvelle expertise rouge - essentiellement les ingénieurs,

agronomes, etc., formés à partir des années 1930, les Brejnev et autres Gromyko qui occuperont progressivement les postes de pouvoir, et pas seulement techniques : Gromyko sera rapidement versé dans la diplomatie ; Brejnev fera une carrière de cadre du parti qui l'amènera par étapes continues au sommet du pouvoir. Staline devient à son tour le protecteur de la nouvelle techno-bureaucratie « rouge » qui prend précocement son envol après la période de la Grande terreur en remplaçant les cadres plus anciens, souvent plus compétents mais qui sont décimés par la répression. La manipulation par le régime de vieux et lourds ressentiments à l'égard des élites anciennes ne peut dissimuler l'essentiel : les batailles et enjeux sociaux concernant le nouveau régime et la formation de ses maîtres. Les vagues de purges, qui se veulent antibureaucratiques, aboutissent en fait à une bureaucratisation croissante ; elles favorisent la montée en puissance des appareils chargés du contrôle et de la purge. Qui plus est, il faut remplacer des cadres plus expérimentés par un nombre plus élevé de cadres plus jeunes souvent novices, et pas forcément plus entreprenants. Ces purges - fin des années 1920 et du début des années 1930, à l'époque du lancement très volontariste du premier plan quinquennal - s'appuient sur l'OGPU, le bras séculier du régime. Elles diffusent ainsi une atmosphère d'insécurité et parfois de peur peu propice à l'audace et à l'initiative. [21] Dès le début des années 1930, « *les purges montrent qu'il n'y a plus de claire distinction entre le comportement professionnel et politique* » [22]. Il n'y a donc plus de refuge possible dans une technicité ; le politique envahit tout. Et pour Staline et ses proches, les cadres politiques doivent être maîtres de tout.

Le brouillage des distinctions conduit à la perte de repères et au développement d'une opacité dans les rapports sociaux et quotidiens qui entretient, favorise la quête policière, l'identification de l'ennemi intérieur masqué, embusqué au cœur même de la vie sociale et économique. La fantasmagorie de l'ennemi intérieur devient ainsi un système de vie et de gestion du social qui ne peut qu'amplifier la chasse à cet ennemi logé dans la nation, menace perpétuelle contre les visées du régime, contre ses objectifs économiques.

Du côté paysan, le terme « koulak » (dont les origines remontent avant la Révolution) commence sa carrière dans les années 1920, s'amplifie au début des années 1930. On en avait parlé dans les débats au sein du Parti et dans la presse, mais le terme ne désignait pas un ennemi qu'on devait combattre par tous les moyens possibles. Il s'agissait d'une figure que les paysans n'avaient pas trop de mal à identifier, dans un premier temps (à savoir qui était le paysan riche),

mais qui commençait à perdre ses traits distinctifs dès que le régime accusait tous les villageois qui faisaient obstacle à la collectivisation d'être des « koulaks » ou leurs « suppôts » [23].

L'instabilité sociale est partout, dans les villes et les campagnes. Aussi, dès l'été 1932, la perception de l'ennemi change : « *La lutte ne se déroule plus sur ' un front de classe', mais entre lagosoudarstvennost (le principe d'Etat) et lastikhiinost (le chaos social)...* » [24]. A partir des années 1932-1933, le critère de classe perd de son importance. L'ennemi désigné n'est plus spécifiquement koulak mais atteint des « éléments socialement dangereux ». Cette conception élaborée à partir de 1935 inclut des catégories variées comprenant aussi bien des vagabonds, des habitants venus illégalement dans les villes, des ex -« koulaks » en fuite, etc. La frontière devient floue entre les « éléments socialement déclassés », les « éléments dangereux », et les anciennes « classes hostiles » ; autant d'ennemis omniprésents, situés de manière arbitraire [25].

Les conflits au sein du Parti n'ont pas donné lieu d'emblée à une imagerie spécifique concernant l'opposant qui serait l'ennemi acharné du régime. Les choses commencent à changer, à cet égard, après novembre 1932, quand la direction découvre que Kamenev et Zinoviev, deux des principaux dirigeants au début des années 1920, avaient lu la « Plate-forme de Rioutine » - un dirigeant de la région de Moscou qui avait rédigé une critique sévère du régime stalinien ; il avait été arrêté et liquidé, sans dénoncer au Comité Central les auteurs du texte. Apparaît alors le terme de « l'homme à double face » (« *dvourouchnik* »). « *Un ennemi avec la carte du Parti est plus dangereux qu'un contre-révolutionnaire qui s'avance à découvert* » (*Pravda*, novembre 1932) [26]. Le terme et la menace qu'il implique sont à l'usage des militants qui connaissent bien le cas du camarade ayant quelques doutes quant à la « ligne générale ». Ce dernier n'est pas forcément un ancien opposant. Au début de l'année 1937, il y a ainsi à peu près autant d'anciens communistes que de membres du Parti (autour de 1,5 million) [27]. Il est notable, cependant, que les opposants ne soient pas accusés de desseins subversifs avant décembre 1934, au moment de l'assassinat de Kirov. Le premier Grand Procès de Moscou, en août 1936, relance la notion et la critique du « trotskisme » - déjà utilisée dans les années 1920, mais qui avait alors servi contre Trotski, un opposant affiché et prestigieux. L'accusation, une des plus infamantes et des plus dangereuses qui puissent être proférées, prend de l'ampleur, sans commune mesure avec le petit nombre de trotskistes ; elle touche des cibles arbitrairement désignées. Le trotskisme, dans lequel peu de personnes

se reconnaissent, est considéré comme le principal danger qui guetterait le régime. De nouvelles accusations s'ajoutent peu après. En novembre 1936, on commence à parler à nouveau de « saboteurs » au sein de l'économie nationale ; il s'agirait des « ennemis du peuple » à cause des graves accidents de travail qu'ils auraient provoqués. L'idée est reprise, acceptée cette fois encore par la population qui est prête à sévir contre tout supérieur détesté (et il n'en manque pas dans ces années à la fois agitées et répressives) dès lors qu'on peut, avec l'appui du régime, le dénoncer comme « ennemi du peuple ».

En 1937, au sommet de la Grande Terreur, Staline incite même la population à s'attaquer aux cadres, et à les dénoncer dans ce qui est une utilisation et un détournement par les sommets du parti d'une haine antibureaucratique - des nouveaux dominants - répandue dans le peuple. Cette « opération » apparaît vite comme dangereuse pour le régime lui-même et tourne court [28].

[1] Ce travail d'un chercheur comparatiste s'appuie sur les travaux de chercheurs du domaine soviétologique et de sinologie contemporaine, ainsi que de politologie que je voudrais remercier ici : Ming Janin, Myriam Desert, Véronique Garros, Macha Tournier, Gabor Rittersporn, Yuri Tabak, Yves Viltard, qui ne sont en rien responsables de l'usage des informations et des idées qu'ils m'ont fournies ou suggérées, ou des erreurs que j'ai pu commettre.

[2] . Voir M. Dreyfus et R. Lew, « Communisme et violence », in *Le siècle des communismes* (collectif), Paris, Editions de l'Atelier, 2000, p. 483 et ss.

[3] . J. F. Billeter, « Le système des « statuts de classe » en République Populaire de Chine », Ronéoté, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Lausanne, février 1986.

[4] . Ibid. p. 10 et ss.

[5] . Ibid., p. 30 et ss., p. 36 et ss.

[6] . M. Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1987, (premier édit. Américaine, 1985) ; il s'agit d'un recueil d'articles, certains datant des années 1960.

[7] . R. Lew, « Grappling with Social Realities : M. Lewin and the Making of Social History » , in N. Lampert and G. Rittersporn édits., *Stalinism its Nature and Aftermath*, Londres, Macmillan, 1992, p. 123.

[8] . On peut être d'accord avec les remarques conclusives de P. Hassner (in H. Rousso, dir., *Stalinisme et nazisme, histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 370) : « Pour parodier l'une des phrases de Kant les plus souvent citées : des concepts philosophiques coupés de l'expérience historique sont vides, des analyses historiques coupées de l'interrogation philosophique sont aveugles », tout en constatant, comme le montre bien l'ensemble de son article que les nouveaux savoirs sur l'expérience historique du socialisme réel modifient fortement, en fait, me semble-t-il, du tout au tout, la vision historico-philosophique qu'on pouvait en avoir ; autant les autojustifications marxistes-léninistes, complètement disqualifiées aujourd'hui, que les visions de l'école totalitariste que certains essaient de « requalifier » vaille que vaille ces temps-ci.

[9] . M. Dreyfus et R. Lew, op. cit., pp. 483-498.

[10] . R. Lew et Y. Thanassekos, « Les enjeux actuels du débat sur le totalitarisme », *Contradictions*, Bruxelles, 51, 1987 ; E. Traverso, introduction au livre *Le totalitarisme*, Paris, Le Seuil, 2000.

[11] . Seulement après la Seconde guerre mondiale, et après la parution du roman de G. Orwell, 1984 (1949) et de l'essai influent de Hannah Arendt *Les origines du totalitarismes* (1951). Le livre d'H. Arendt est l'ouvrage le plus célèbre sur le totalitarisme, ou plus exactement, il est aujourd'hui le plus célèbre. Mais il vient après plus de deux décennies de réflexions sur le phénomène totalitaire. Sa force tient justement à la force de conviction d'H. Arendt : d'avoir pensé un phénomène nouveau dans sa radicale nouveauté, et de l'avoir ainsi pensé philosophiquement. C'est à la fois sa grandeur et sa faiblesse. Car ce fut au prix d'affirmations tranchées et peu fondées sur les réalités à l'œuvre de l'Allemagne nazie et de l'URSS stalinienne ; à une époque (fin des années 1940) où le savoir sur ces régimes et sociétés était encore limité. Ce qui n'est pas une justification pour une certaine arrogance tranchante arendtienne et encore moins pour perpétuer des jugements aussi peu fondés.

[12] . Cette partie doit beaucoup aux informations fournies par G. Rittersporn.

[13] . N Lampert, *The technical intelligentsia and the soviet state : a study of soviet managers and technicians, 1928-1935*, Londres, 1979, p. 39 et ss. ; K. Bailes, *Technology and society under Lenin and Stalin ; origins of the soviet technical intelligentsia, 1917-1941*, Princeton U. Press, 1978, p. 69 et ss.

[14] . Bailes, op. cit, p. 130 : les spécialistes d'ancien régime pouvaient gagner de 5 à 7 fois le salaire d'un ouvrier qualifié.

[15] . Sur l'hostilité tenace de la population ouvrière à l'égard des ingénieurs et techniciens, hostilité venue de loin mais qui se prolongera dans les années 1930, avant que la figure de l'ingénieur ne soit de plus en plus valorisée et source de prestige, voir N. Lampert, op cit, p. 108 et ss.

[16] . Bailes, op cit, p. 52 et ss., sur Lénine ; sur Boukharine qui fait preuve d'abord d'indifférence, p. 81 et ss. ; sur les « new patrons », p. 141 et ss.

[17] . Ibid, p. 130.

[18] . Ibid, p. 144 et ss.

[19] . N. Werth, « Staline et son système dans les années 1930 », in H. Rousso (dir.), op. cit., p. 55 et ss. : sur la formation de la nouvelle expertise rouge.

[20] . Mais dès 1930, le groupe stalinien prend le contrôle du gouvernement, voir N Werth, op. cit., p. 61.

[21] . D. Shearer, *Industry, state, and society in Stalin's russia*, Cornell U. Press, 1996, p. 187 et ss.

[22] . Ibid., p. 203.

[23] . L. Viola, *Peasant rebels under stalin collectivization and the culture of peasant resistance*, NY, 1996.

[24] . N. Werth, « Logiques de violence dans l'URSS stalinienne », in H. Rousso (dir.), op. cit., p. 108.

[25] . Ibid, pp. 112-113.

[26] . Cité par N. Werth, « Logique de la violence », op. cit., p. 114.

[27] . Ibid., p. 115.

[28] . A. Getty, *Origins Of The Great Purges : The Soviet Cp Reconsidered, 1933-1985*, Cambridge U. Press, 1985 ; et G. Rittersporn, *Simplifications staliniennes et complexités soviétiques, 1933-1953*, Paris, Editions des Archives Contemporaines, 1988.